Chine et Brésil : une croissance des salaires à relativiser

Mylène GAULARD [1]

Au lendemain de la crise de 2008, le Brésil et la Chine semblent maintenir une forte hausse des salaires réels, alors même que l'Europe et les Etats-Unis se remettent péniblement de leurs difficultés économiques, qui pèsent aussi bien sur la masse salariale que sur les salaires réels des pays dits développés. Après avoir questionné la pertinence des statistiques officielles brésiliennes et chinoises, nous exposerons dans la première partie de cet article les raisons de l'évolution des salaires dans ces deux pays avant et depuis la crise de 2008, en insistant sur le rôle de l'Etat et celui des mouvements sociaux (I). Puis nous exposerons les caractéristiques qui distinguent les marchés du travail de ces puissances émergentes, avant de souligner les difficultés qui pourraient probablement remettre en question leur réussite économique (II).

I. Hausse des salaires réels en Chine et au Brésil avant et depuis la crise de 2008

Bien que les données fournies par les organismes officiels soient sujettes à caution, on ne peut nier l'existence d'une hausse des salaires réels en Chine et au Brésil, liée aussi bien à la croissance économique dont bénéficient ces pays (I.1) qu'aux politiques publiques menées et à la force des mouvements sociaux (I.2).

I.1. Une hausse des salaires peu remise en question par la crise

En raison de l'exclusion de nombreux salariés des enquêtes effectuées sur les salaires réels, il est important de relativiser la hausse des salaires

1. Maître de conférences en économie du développement, Université Pierre Mendès France, Grenoble (CREG, Centre de recherche en économie de Grenoble).

révélée par les statistiques chinoises et brésiliennes. Mais l'évolution du marché du travail permise par la forte croissance économique de ces deux pays se réalise malgré tout en faveur des salariés.

Les chiffres sur la hausse des salaires réels

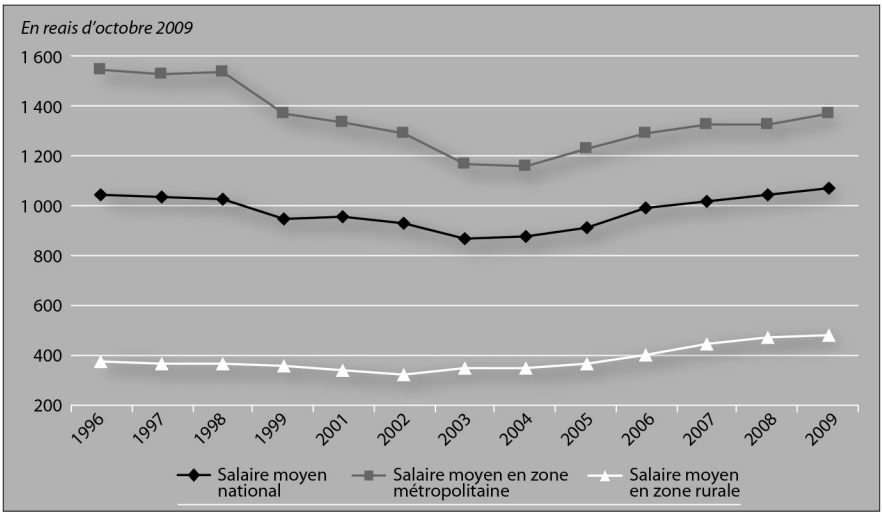
Selon le dernier Rapport mondial 2010/2011 sur les salaires du Bureau international du travail (BIT, 2010), la croissance des salaires réels au niveau mondial n'aurait atteint, si la Chine avait été écartée de ces calculs, que 0,8 % en 2008 et 0,7 % en 2009, alors qu'avec ce pays, elle serait plutôt, durant les mêmes années, respectivement de 1,5 % et 1,6 %. Les pays dits « développés » répertoriés par le BIT (2010) ont ainsi connu une baisse de leurs salaires annuels réels de 0,5 % en 2008 (1,1 % dans le cas des Etats-Unis) et une légère hausse de 0,6 % en 2009, alors que, dans le même temps, les salaires réels augmentaient de 7,2 % en 2008 et de 8 % en 2009 sur le continent asiatique ; or, la Chine représente 50 % du travail salarié de la région, et cette évolution des salaires réels asiatiques masque le fait que certains pays comme la Thaïlande, la Malaisie ou les Philippines ont plutôt connu une évolution à la baisse (BIT, 2010). De même, en Amérique latine, la hausse des salaires, bien que plus faible qu'en Asie, a été de 1,9 % en 2008 et de 2,2 % en 2009, ce qui révèle surtout l'évolution du Brésil, pays réunissant 39 % des salariés de la région (BIT, 2010).

Les salaires réels n'ont cessé d'augmenter depuis le milieu de la décennie 2000 au Brésil et en Chine (graphiques 1 et 2), et cette évolution n'a été que légèrement perturbée par la crise économique internationale. Nous pouvons regretter l'absence de données sur les salaires réels après 2009 pour le Brésil et 2010 pour la Chine, mais l'évolution révélée par les graphiques ci-contre marque bien une poursuite de la hausse des salaires au lendemain de la crise de 2008. Cependant, alors que la hausse des salaires réels chinois est constante depuis le début de la décennie 1980, ce n'est qu'à partir de 2005 que les salaires réels brésiliens ont commencé leur ascension, et en 2009, ils retrouvent à peine leur niveau de la fin des années 1990. Evidemment, la Chine part d'un plus bas niveau que le Brésil, les salaires y étant cinq fois plus faibles (Mesquita Moreira, 2007), ce qui permet de relativiser la vive évolution de ces derniers.

Il est cependant nécessaire de s'interroger sur la pertinence des chiffres évoqués jusqu'à présent, notamment dans le cas de la Chine où l'appareil statistique national présente de nombreuses faiblesses. Dans ce pays, les données sur les salaires réels ne concernent que les salaires des établissements urbains, et ne prennent pas en compte les travailleurs migrants ayant quitté la campagne pour venir travailler dans les villes, sans permis de résidence urbain (le *hukou*) et donc en situation illégale. Or, ces paysans ayant migré vers les villes, les « *mingong* », représentent plus de 20 % de la

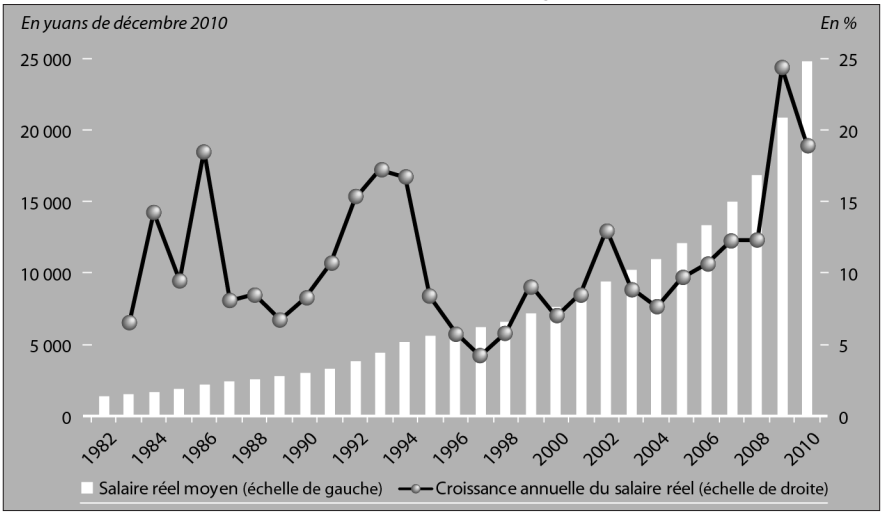
population active de villes comme Shanghai ou Pékin, et on estime que les employeurs, profitant de leur statut illégal, les rémunèrent jusqu'à 40 % de moins que les travailleurs dits résidents, alors même que leurs conditions de travail sont souvent plus pénibles (ITUC, 2010 ; Gagnon *et al.*, 2009).

Graphique 1. Salaire réel mensuel moyen par travailleur au Brésil (1996-2009)



Salaire réel calculé à partir du salaire nominal moyen déflaté par l'indice des prix à la consommation ; les données ultérieures à 2009 ne sont pas encore disponibles.
Source : Ipeadata.

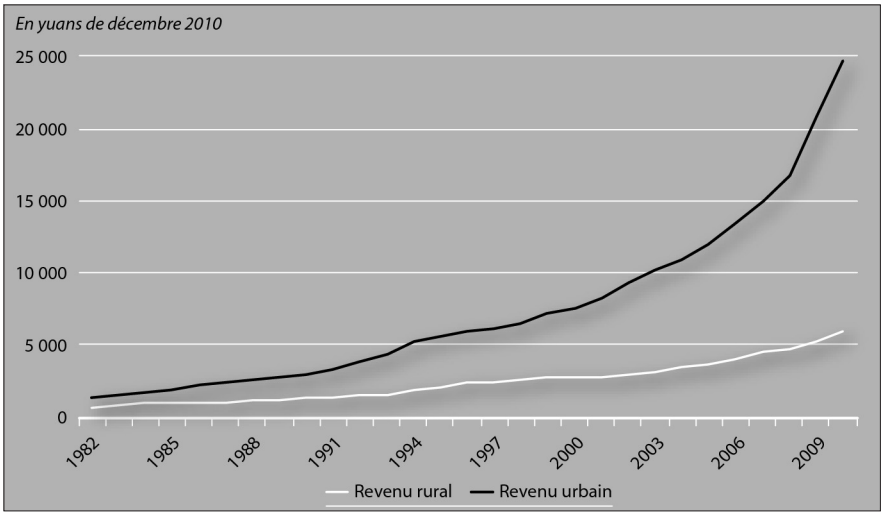
Graphique 2. Salaire réel annuel urbain moyen en Chine (1982-2010)



Salaire réel calculé à partir du salaire nominal moyen déflaté par l'indice des prix à la consommation élargi, IPCA ; les données ultérieures à 2010 ne sont pas encore disponibles.
Source : China Statistical Yearbook.

Par ailleurs, alors que plus de 70 % des travailleurs brésiliens sont salariés, cette part n'est que de 50 % en Chine, ce qui nous permet d'affirmer que la hausse officielle des salaires réels ne reflète pas une augmentation des revenus et du niveau de vie de l'ensemble de la population. Observons ainsi que les revenus ruraux, composés à seulement 50 % de salaires (OECD, 2009), augmentent beaucoup moins vite que ceux des villes (graphique 3) ; en effet, si le revenu annuel moyen rural représente la moitié du revenu annuel moyen urbain en 1982, il n'en dépasse en 2010 pas le cinquième.

Graphique 3. Revenus réels annuels moyens ruraux et urbains en Chine (1982-2009)



Revenus réels calculés à partir des revenus nominaux moyens déflatés par l'indice des prix à la consommation.
Source : China Statistical Yearbook.

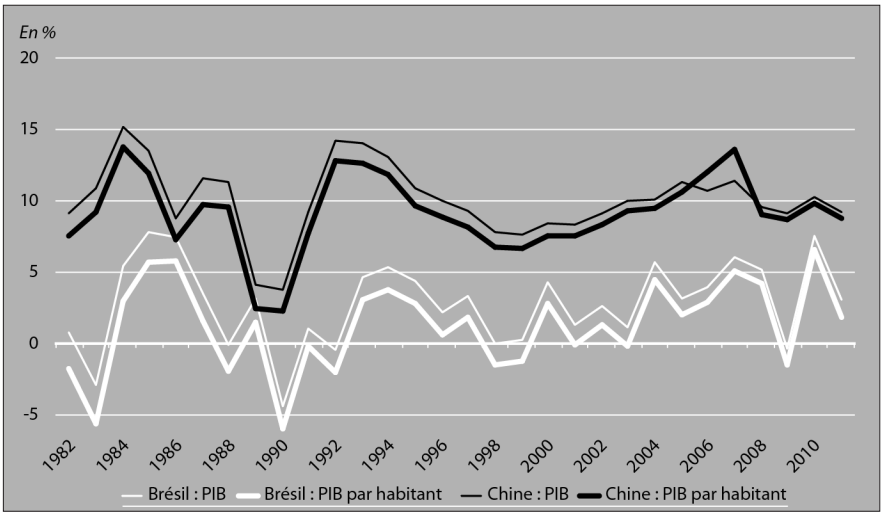
En ce qui concerne la population salariée chinoise, les salaires non pris en compte par les statistiques officielles sont donc souvent ceux des catégories les moins bien rémunérées, qu'il s'agisse des migrants (ITUC, 2010), des travailleurs du secteur informel ou des salariés situés en zone rurale. Selon le BIT (2010), si, *a minima*, toutes les entreprises du secteur formel étaient prises en compte dans les statistiques nationales, la hausse des salaires réels chinois ne serait que de 6,6 % en 2008, contre 12 % officiellement.

Une évolution du marché du travail favorable aux salaires

Même si la hausse des salaires réels ne concerne pas l'ensemble de la population chinoise et brésilienne, et qu'elle ne signifie pas une augmentation générale des niveaux de vie, elle n'en demeure pas moins notable : il convient donc de s'interroger sur cette évolution.

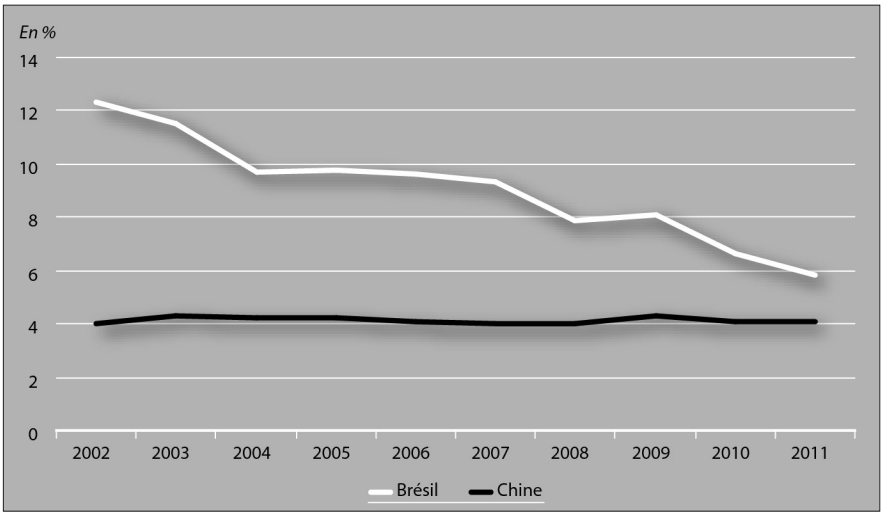
Au Brésil, les salaires réels sont repartis à la hausse dès 2005, sous l'effet de deux facteurs : la croissance, qui, à l'exception du pic de la crise internationale, en 2009, dépasse les 3 % depuis 2004 (graphique 4) ; le boom des exportations de produits miniers et agricoles, dont les cours ont connu une forte augmentation durant la décennie 2000. De même, la Chine, qui met l'accent sur le rattrapage technologique de son appareil productif, connaît une croissance du PIB moyenne de 10 % depuis 30 ans, et cette évolution apparaît de plus en plus stable depuis la décennie 1990.

Graphique 4. Croissance du PIB et du PIB par habitant au Brésil et en Chine (1982-2010)



Source : Ipeadata, China Statistical Yearbook.

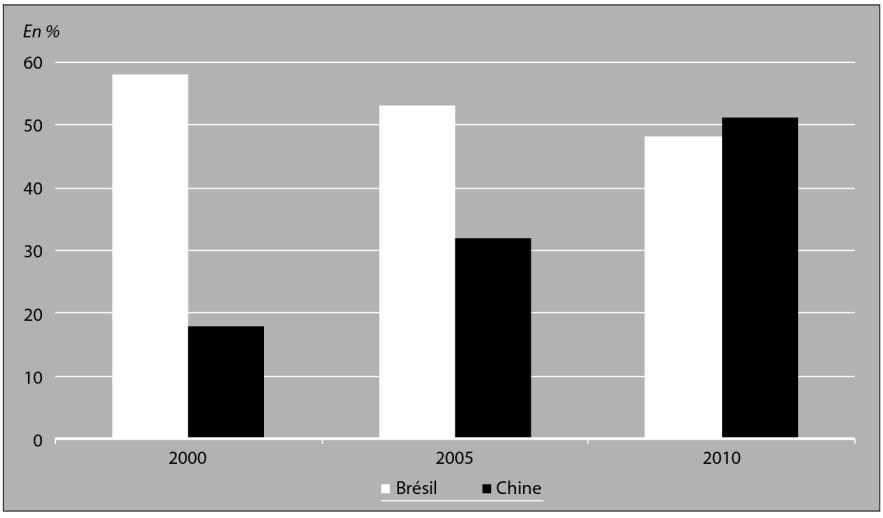
Graphique 5. Taux de chômage officiel au Brésil et en Chine (2002-2011)



Source : Ipeadata, China Statistical Yearbook.

Grâce à cette forte croissance, le groupe des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), qui représente 40 % de la population mondiale, a créé en moyenne 22 millions d'emplois par an entre 2000 et 2005, ce qui correspond à plus de cinq fois les gains nets d'emplois observés dans les pays de l'OCDE, qui concentrent 20 % de la population mondiale (OCDE, 2007:27). En raison de ces créations d'emplois, le taux de chômage officiel ne cesse de baisser au Brésil, passant de 12 % de la population active en 2002 à 6 % en 2011 (graphique 5). Contrairement à la Chine où l'emploi formel occupe une place de plus en plus faible (inférieure à 50 % aujourd'hui) (graphique 6), on observe depuis la décennie 2000 une légère hausse de l'emploi formel au Brésil, passant de 42 à 52 % de la population active, ce qui donne de plus en plus de pertinence aux chiffres précédents sur la baisse du chômage. A la fin de la décennie 2000, la croissance du nombre de travailleurs brésiliens bénéficiant d'une « carte de travail », enregistrés auprès des organismes de sécurité sociale, se situerait même dans un rapport de 3 à 1 relativement à celle des informels (Berg, 2010), ce qui s'oppose à l'évolution des décennies 1980 et 1990 où la part de l'informel dans la population active n'avait cessé de croître.

Graphique 6. Evolution de l'emploi informel au Brésil et en Chine (2000-2010)



Source : BIT, 2010 (IBGE/PNAD pour le Brésil ; China Household Income Project pour la Chine).

En revanche, le chômage n'atteint officiellement que 4 % en Chine, mais les chiffres sont à manipuler avec plus de précautions encore que pour le Brésil. En effet, le taux de chômage chinois ne comptabilise pas les travailleurs informels et les migrants ne bénéficiant pas d'un permis de résidence urbain, ni les anciens salariés des entreprises publiques licenciés

depuis la décennie 1990 (les « *xiagang* ») bénéficiant ou non d'une très faible prestation versée par leur ancien employeur, et surtout, il ne concerne que le chômage urbain : il ignore ainsi les 150 millions de personnes aujourd'hui considérées comme excédentaires dans les campagnes chinoises. En raison de la chute des exportations liée à la crise internationale, on estime aussi que 15 % des migrants seraient rentrés chez eux, et que, rien qu'en 2009, 23 millions de travailleurs auraient été licenciés. Cette pression sur le marché du travail a contribué à faire baisser les salaires, ce que ne montre pas le graphique 2 : en 2008, on estime que 26 % des travailleurs de Pékin ont subi une telle baisse (Yang *et al*., 2010).

Si la Chine profite d'une plus forte croissance économique que le Brésil, la demande de travail n'y augmente pas dans les mêmes proportions, ce qui explique que le secteur informel ne cesse de se développer et que le taux de chômage officiel sous-estime largement la réalité. En effet, l'élasticité de la demande de travail au PIB n'est dans ce pays que de 0,1, alors qu'elle atteint 0,7 au Brésil (Arnal, Förster, 2010). C'est surtout le dynamisme de la croissance chinoise qui permet d'accroître la demande de main-d'œuvre plus rapidement qu'en Europe et aux Etats-Unis, et qui exerce une pression à la hausse sur les salaires réels.

I.2. Rôle de l'Etat et des mouvements sociaux

Accompagnant cette croissance économique, les politiques économiques expansionnistes peuvent aussi expliquer la forte absorption de main-d'œuvre, permettant la mise en place d'un marché du travail favorable à la croissance des salaires, dans un contexte où les mouvements sociaux connaissent un vif essor et agissent déjà dans ce sens.

Des politiques économiques expansionnistes

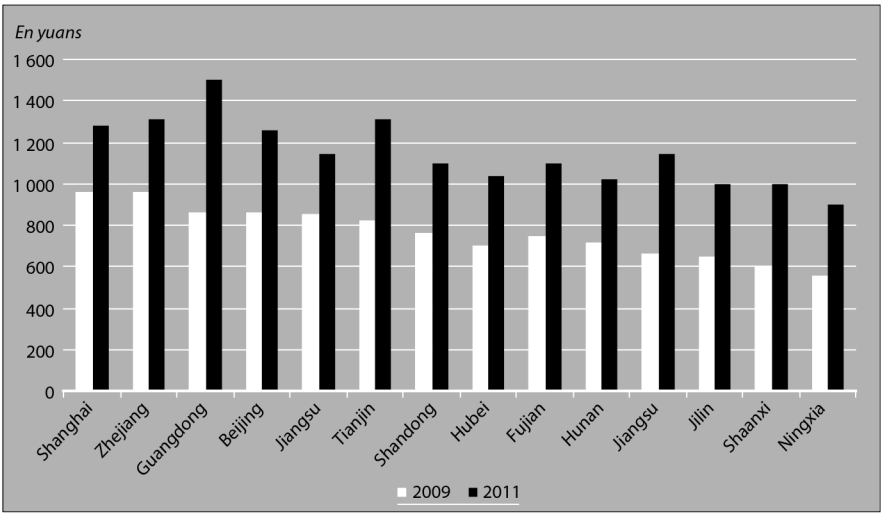
La hausse des salaires réels en Chine et au Brésil est donc permise par la forte croissance économique de ces deux pays ; le rôle de l'Etat est primordial dans le soutien à la croissance, et dans l'augmentation des salaires qui en découle en partie.

Alors que le poids de la dette publique des pays européens est à l'origine d'une pression exercée en faveur de la mise en place de politiques budgétaires restrictives, la Chine et le Brésil engagent dès le début de la crise, en 2008, de vastes plans de relance afin de soutenir l'activité. En novembre 2008, le gouvernement chinois décide ainsi d'un plan de 4 000 milliards de yuans (environ 400 milliards de dollars, soit 10 % du PIB) ; le Brésil décide quant à lui de soutenir les banques privées grâce à l'action des banques publiques, et poursuit son Programme d'action pour la croissance (PAC), mis en place en 2007 par le Président Lula afin de renforcer la qualité des infrastructures nationales. Dès son arrivée au pouvoir, en 2011,

la nouvelle Présidente, Dilma Rousseff, annonce par ailleurs un nouveau programme d'investissements de 500 milliards de dollars (20 % du PIB de 2011) pour la période 2011-2014, ce qui contribue fortement à soutenir la croissance nationale.

Bien que la part des dépenses sociales dans le budget soit bien plus significative au Brésil qu'en Chine (28 % au Brésil, contre seulement 10 % en Chine), et que les politiques économiques brésiliennes visent beaucoup plus que celles menées en Chine à lutter contre les inégalités et la pauvreté, les politiques de relance adoptées par ces deux pays ont indéniablement permis de soutenir l'investissement et de limiter les pertes d'emplois, contribuant à maintenir la hausse des salaires réels.

Graphique 7. Salaire minimum mensuel en Chine (2009-2011)



Source : China Labour Bulletin.

Il est aussi indispensable de souligner le rôle joué par les augmentations successives du salaire minimum dans l'évolution à la hausse des salaires réels. Un salaire minimum existe en Chine depuis 1994, mais sa réglementation est modifiée en 2004 afin de le fixer en fonction du « coût de la vie », avec un niveau variant selon les régions et dont l'application effective dépend des autorités locales. Entre fin 2008 et début 2010, les hausses du salaire minimum sont suspendues par l'Etat chinois, mais, dès 2010, de nombreuses grèves poussent les autorités locales à l'augmenter à nouveau, de 15 à 25 % selon les régions (BIT, 2010:69). Néanmoins, cette hausse n'est pas réellement significative si l'on considère que 30 % des travailleurs locaux (bénéficiant d'un permis de résidence urbain) gagnent

toujours moins que le salaire minimum à la fin de la décennie 2000, et que les autorités contrôlent toujours difficilement son application au sein des entreprises (BIT, 2010:79).

Au Brésil, un salaire minimum existe depuis 1936, mais ce n'est qu'en 1984 que sa valeur est unifiée sur l'ensemble du territoire. Mais la Constitution de 1988 met en place une désindexation des salaires sur les prix, et le salaire minimum réel baisse jusqu'à la deuxième moitié de la décennie 1990, avant de s'élever enfin grâce à la maîtrise de l'inflation (Berg, 2010). Accélérant cette hausse, le Président Lula décide plusieurs fois de réévaluer le salaire minimum, le faisant passer de 200 à 540 reais rien qu'entre 2002 et 2009 : comme le montre le graphique 8, le salaire minimum réel, c'est-à-dire le nominal déflaté de l'inflation, est multiplié par deux entre 2002 et 2011. En outre, le Brésil est le seul pays d'Amérique latine à réévaluer le salaire minimum pendant la crise, l'augmentant de 12 % en 2009 alors que l'inflation n'est que de 5 %, ce qui influe non seulement sur les 15 % de travailleurs rémunérés au salaire minimum mais aussi sur de nombreuses prestations sociales indexées sur cet indicateur. Cependant, cette hausse du salaire minimum, de même que celle du salaire réel moyen observée précédemment, ne représente qu'un rattrapage : en effet, il avait fortement baissé du début de la décennie 1980 jusqu'en 1994, notamment en raison de la forte hausse des prix (tableau 1).

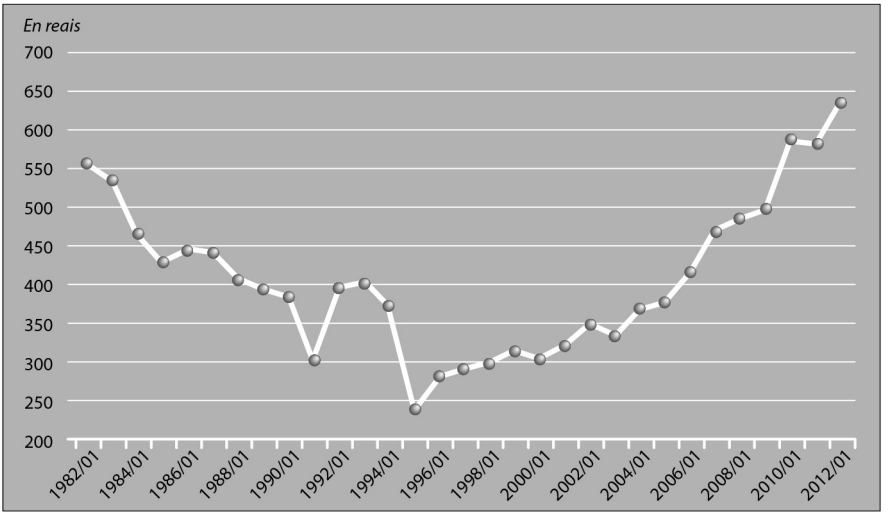
Tableau 1. Taux d'inflation annuel au Brésil et en Chine (1982-2011)

En %

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Brésil	100,5	135,03	192,1	226	147,1	228,3	629,1	1430,7	2947,7	432,7
Chine	1,9	1,5	2,8	9,3	6,5	7,2	18,7	18,3	3	3,5
	1992	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**
Brésil	951,6	1928	2075,9	66	15,8	6,9	3,2	4,9	7	6,8
Chine	6,3	14,6	24,2	16,9	8,3	2,8	-0,8	-1,4	0,3	0,7
	2002	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**
Brésil	8,5	14,7	6,6	6,9	4,2	3,6	5,7	4,9	5	6,6
Chine	-0,8	1,2	3,9	1,8	1,5	4,7	5,8	-0,7	3,3	5,4

Source : Ipeadata (IPCA, Indice des prix à la consommation élargi) ; China Statistical Yearbook (indice des prix à la consommation).

Graphique 8. Salaire minimum réel au Brésil (1982-2012)



Salaire minimal déflaté par l'indice des prix à la consommation de l'IBGE.
Source : Ipeadata.

Pressions exercées sur l'Etat

On peut s'interroger sur le rôle des mouvements sociaux dans l'instauration d'une telle stratégie économique : en effet, il semble que les Etats aient mis en place des politiques économiques favorables aux salariés pour limiter une contestation émergente.

Bien que le droit de grève soit garanti au Brésil par la Constitution de 1988, les mouvements de travailleurs y sont beaucoup moins intenses qu'en Chine. Les grèves étant interdites depuis 1982 en Chine, les contestations prennent parfois des formes particulières, qu'il s'agisse du « *nao* », c'est-à-dire de « faire du bruit pour déranger l'ordre », de promenades collectives, de l'action de « dormir ensemble » sur les chaînes de montage, de « tourisme collectif » des travailleurs mécontents vers les grandes villes (Béja, 2011). Le nombre de conflits de travail est ainsi passé de 200 000 en 1999 à plus de 900 000 en 2008 (graphique 9). Le ralentissement économique, ayant conduit au licenciement de 23 millions de travailleurs en 2009, n'engendre qu'une légère baisse des conflits cette même année.

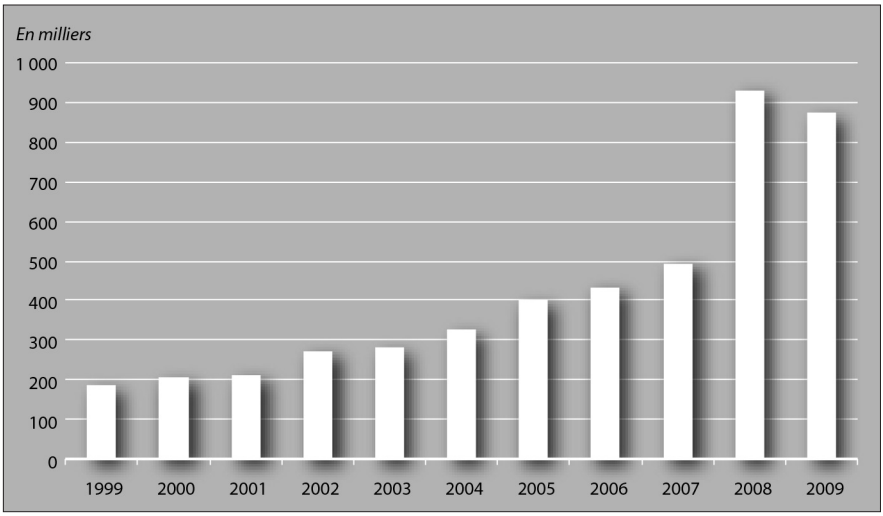
Bien que les mouvements de travailleurs soient rigoureusement encadrés par des syndicats officiels dépendants du gouvernement (notamment la Fédération nationale des syndicats chinois, la FNSC) et que la grève soit interdite, des mouvements spontanés ont lieu (Astarian, 2010). Dès 2004-2005, une vague de grèves à Shanghai conduit à une forte augmentation du salaire minimum, et, au début de l'année 2010, 17 suicides dans l'usine Foxconn de Shenzhen sont à l'origine de violents conflits collectifs débouchant sur une hausse des salaires des ouvriers à la chaîne. Au printemps 2010, une

vague de grèves secoue les usines automobiles japonaises et taïwanaises du delta de la Rivière des Perles, dans le Guangdong, et en novembre 2011, les grèves se sont encore multipliées dans les usines d'exportation de la même région.

En raison d'une pression accrue sur le marché du travail, ainsi que d'un niveau de qualification croissant des travailleurs chinois, ces derniers sont effectivement davantage conscients de leurs droits (Béja, 2011). La première pénurie de travailleurs a lieu en 2003 dans le delta de la Rivière des Perles, où se déroule la majorité des conflits, pour s'étendre par la suite au delta de la Rivière du Yangtze (Cai, Wang, 2012). En juillet 2010, dans le Guangdong, des entreprises recrutent même des travailleurs illégaux en provenance du Vietnam pour pallier cette insuffisance de main-d'œuvre (Chan, 2010). Grâce à la reprise de la croissance, après des pertes d'emplois importantes en 2009, les travailleurs se retrouvent donc enfin en position de force, et réussissent à engager des négociations collectives sans l'aide des syndicats (Froissart, 2012). C'est sous la pression des travailleurs, qui recourent de plus en plus souvent à des grèves, que les autorités locales sont conduites à relever plusieurs fois le niveau du salaire minimum, et ce malgré un blocage décidé par le gouvernement central en 2008.

De son côté, le Brésil perd peu d'emplois à la suite de la dernière crise, ce qui explique que l'environnement y soit beaucoup plus apaisé qu'en Chine. L'influence politique des syndicats, essentiellement due à l'obligation des travailleurs de cotiser à l'un des 18 000 syndicats présents dans le pays, ainsi que la confiance accordée par le principal syndicat brésilien,

Graphique 9. Nombre de conflits du travail en Chine (1999-2009)



Source : Cai, Wang, 2012 (China Labor Statistical Yearbook).

la Centrale unique des travailleurs (CUT), au gouvernement de Lula, ont contribué à affaiblir considérablement le mouvement. Ce n'est que depuis le deuxième mandat de Lula que les grands mouvements collectifs ont repris de leur ampleur, avec l'émergence de nouveaux *leaders*.

Des grèves et manifestations massives se déclenchent en effet dans l'industrie lourde, les services, l'agriculture et les secteurs publics. Le secteur industriel est le plus concerné par la crise économique, avec 117 000 pertes d'emplois entre janvier et février 2009 (OIT, 2010:16), expliquant la montée des conflits au sein du secteur durant la crise économique, et leur reflux lors de la reprise de la croissance en 2010 (DIEESE, 2012). Face à une légère remontée de l'inflation, atteignant 6,5 % en 2011, les salariés luttent surtout pour ne pas perdre de leur pouvoir d'achat ; dans les secteurs de la métallurgie et de la chimie, les hausses de salaires revendiquées sont de l'ordre de 10 %. Selon le Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (DIEESE, 2012), le nombre de grèves est passé de 408 en 2008 à 518 en 2009, ce qui correspond à un record sur les vingt dernières années. L'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff en 2010 a sans doute accentué la méfiance des travailleurs, craignant que le gouvernement remette en question les acquis sociaux de la décennie 2000 en raison du léger ralentissement économique causé par la crise mondiale.

II. Des performances à relativiser

Les marchés du travail chinois et brésilien sont toutefois radicalement distincts, et la hausse des salaires observée dans ces deux pays est le résultat de cheminements économiques différents (II.1). L'analyse de leurs particularités nous poussera à relativiser, dans les deux cas, les effets positifs de l'évolution actuelle des salaires pour la croissance future de ces pays (II.2).

II.1. Différences entre les deux pays

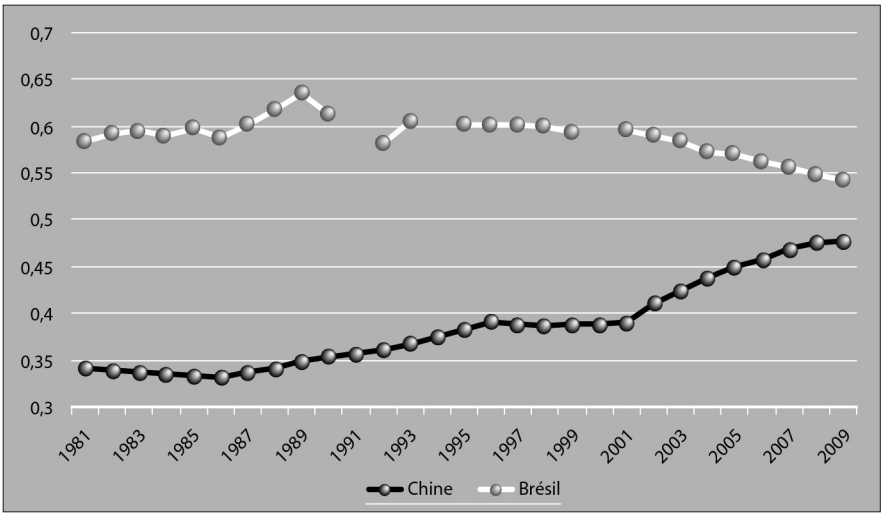
Les cheminements économiques de la Chine et du Brésil se distinguent fortement, car la hausse des salaires s'accompagne d'une forte augmentation des inégalités dans le premier, alors que le deuxième bénéficie plutôt d'une baisse des inégalités.

Une évolution divergente des inégalités

Comme le montre le graphique 10, les inégalités de revenus, caractérisées par l'indice de Gini [2], et dont l'évolution, nous le verrons, est similaire à celle des inégalités salariales, connaissent une trajectoire distincte au Brésil et en Chine depuis la décennie 2000. Alors que la Chine se confronte à l'une des plus fortes hausses des inégalités au monde, avec un indice de

2. Indice du degré de concentration des richesses compris entre 0 et 1 ; plus il se rapproche de 1, plus les inégalités sont importantes.

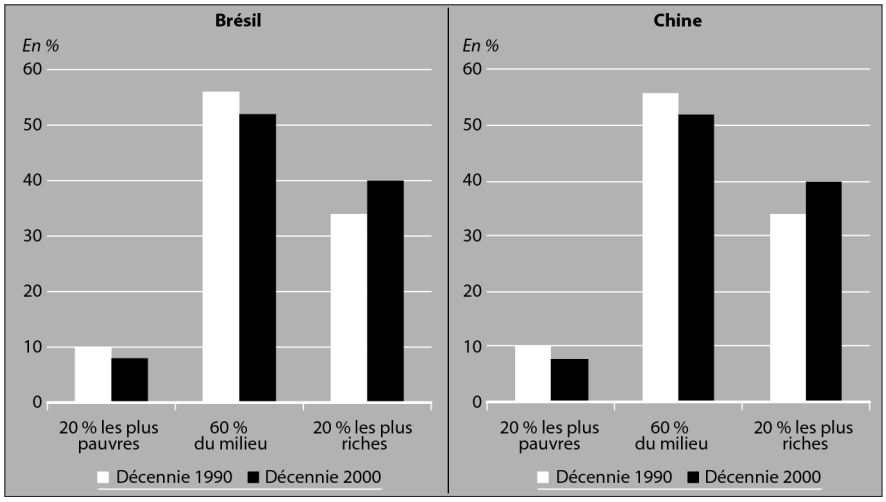
Graphique 10. Evolution de l'indice de Gini * relatif aux revenus des ménages au Brésil et en Chine (1981-2009)



* Indice du degré de concentration des richesses compris entre 0 et 1 ; plus il se rapproche de 1, plus les inégalités sont importantes.
Source : Ipeadata, China Statistical Yearbook.

Gini passant de 0,35 à 0,47 entre 1981 et 2009, le Brésil, pourtant situé parmi les dix pays les plus inégalitaires du monde, présente une baisse de son indice de Gini, ce dernier atteignant 0,55 en 2009 (contre 0,60 en 1994). Observons sur le graphique 11 que les 20 % les plus riches du Brésil ont vu passer leur part dans le revenu national de 63,5 à 62,4 % entre la décennie 1990 et les années 2000, alors que cette part a augmenté en Chine, passant de 34 à 40 % du revenu national durant la même période.

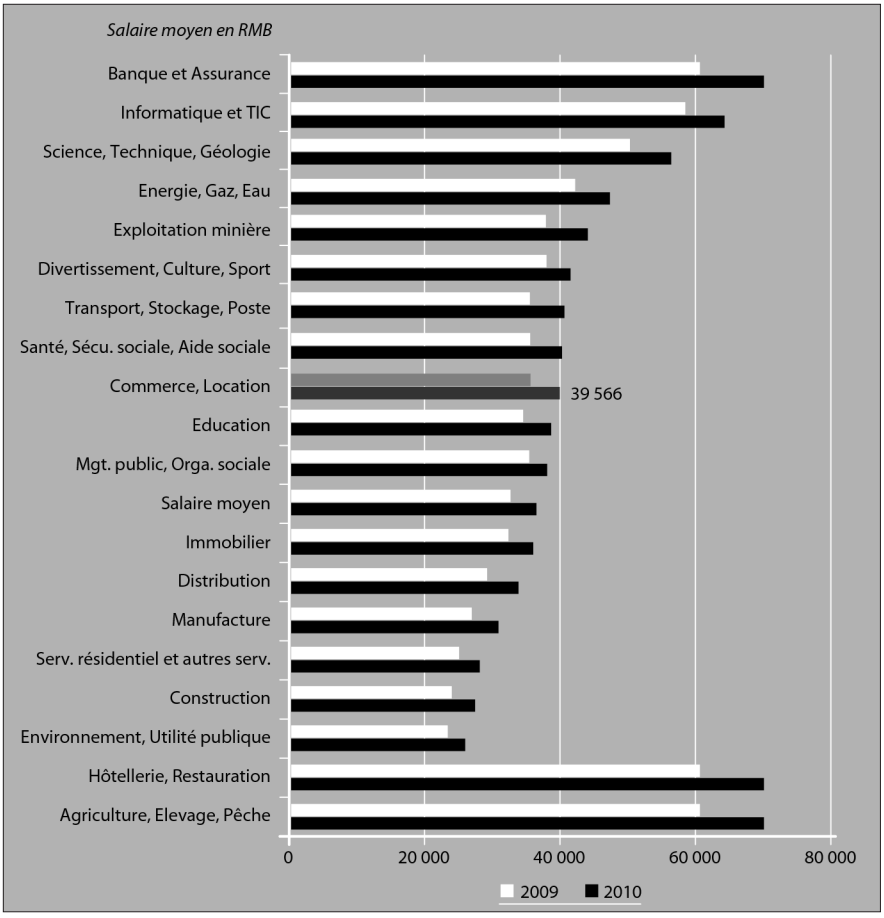
Graphique 11. Répartition nationale du revenu par tête, selon les différents quintiles, au Brésil et en Chine



Source : Arnal, Förster (2010:32) (PNAD pour le Brésil ; Milanovic database pour la Chine).

La hausse des inégalités en Chine s'appréhende, certes, par des écarts de revenus croissants entre les villes et les campagnes, entre les provinces côtières et celles de l'intérieur, mais, comme le montre le BIT (2010), les inégalités salariales entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés sont essentielles pour mieux comprendre cette évolution. Ainsi, non seulement l'écart entre les revenus ruraux et urbains ne cesse de se creuser, mais la forte hausse des salaires urbains est concentrée dans quelques secteurs comme l'assurance ou la banque, offrant des rémunérations bien supérieures à celle du reste de l'économie (graphique 12).

Graphique 12. Répartition sectorielle des salaires en Chine (2009-2010)



Source : Lécina, Trinh (2011, National Bureau of Statistics).

Les différences salariales s'expliquent surtout par les niveaux de qualification, chaque année d'éducation supplémentaire permettant d'augmenter considérablement les salaires. Le taux de rendement d'une année

d'éducation est ainsi passé de 3-4 % de salaire supplémentaire dans les années 1990 à 10 % aujourd'hui (Yang *et al.*, 2010). Dans un pays où seulement 8 % de la population bénéficie d'un diplôme universitaire, les différences salariales entre les individus en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur et les autres sont de plus en plus fortes. Si le salaire réel moyen augmente en Chine, cette hausse n'est pas aussi nette pour tous les travailleurs du pays : malgré les nombreuses réévaluations du salaire minimum, ce ne sont pas les travailleurs les moins rémunérés et les moins qualifiés qui profitent le plus de la hausse des salaires réels.

Contrairement à la Chine, les écarts salariaux se réduisent au Brésil, phénomène observé dans une grande partie de l'Amérique latine et étudié par Gasparini et Lustig (2011). Les revenus moyens du travail des 5 % les plus riches ne sont supérieurs « que de » 13,5 fois en 2008 à ceux des 50 % les plus pauvres, contre 14,3 fois en 1993 (données Ipeadata). Le ratio entre le salaire moyen des 10 % les mieux rémunérés et celui des 10 % les moins bien payés a diminué de 2 % entre 1995-2000 et 2007-2009, alors que ce même ratio augmentait fortement en Chine (BIT, 2010). En fait, cette baisse des inégalités s'expliquerait par les réévaluations successives du salaire minimum et la baisse du travail informel, évolutions concernant essentiellement les travailleurs les moins bien payés (BIT, 2010 ; Arnal, Förster, 2010).

Plus précisément, selon Gasparini et Lustig (2011), la baisse des inégalités serait due à l'évolution du marché du travail en faveur des travailleurs non qualifiés. Alors que jusqu'à la décennie 1990, les différences entre les niveaux de qualification expliquaient la hausse des écarts salariaux entre qualifiés et non qualifiés, le rendement des diplômes se réduit depuis la décennie 2000. Cette particularité du marché du travail brésilien permet non seulement une baisse des inégalités, mais aussi une plus forte absorption de la main-d'œuvre, la faible productivité du travail engendrant une élasticité de la demande de travail au PIB supérieure à celle observée en Chine actuellement (OCDE, 2007).

Un positionnement différent dans le processus d'accumulation

La faible élasticité de la demande de travail au PIB en Chine, et la demande croissante de travailleurs qualifiés exerçant une pression à la hausse sur leur rémunération, sont surtout dues à une productivité du travail élevée, causée par la remontée de l'échelle industrielle de ce pays lui permettant de s'insérer de mieux en mieux dans le commerce international et d'être à l'origine de plus de 10 % des biens manufacturés produits dans le monde. Etudié par Salama (2012), le rattrapage technologique de la Chine est lié à la force de son industrialisation, alors même que le Brésil se confronte à un processus de désindustrialisation.

Au Brésil, la part de l'industrie de transformation a chuté, passant de 36 % du PIB en 1985 à 15,5 % en 2009, et la valeur ajoutée manufacturière ne s'est accrue annuellement que de 3 % entre 2000 et 2008, alors qu'en Chine, en Inde et en Russie, cette croissance était bien supérieure (respectivement de 11,5 %, 7,2 % et 6 %) (Gaulard, 2011a). Alors que, lors de la décennie 1990, les pertes d'emplois ont atteint 8 % dans l'agriculture et la pêche, et 2,9 % dans le secteur minier, ces deux secteurs ont vu croître leur nombre d'emplois respectivement de 3,6 % et 8,1 % durant la décennie 2000 (Berg, 2010). Cette nouvelle orientation de l'appareil productif brésilien apparaît bénéfique dans le sens où elle est à l'origine d'une société moins inégalitaire. En effet, les secteurs miniers et agricoles, ainsi qu'une industrie technologiquement peu sophistiquée liée à ces secteurs, utilisent une main-d'œuvre non qualifiée abondante ; de même, la hausse du cours des matières premières depuis le début de la décennie 2000 contribue à stimuler la croissance brésilienne et donc l'emploi de cette main-d'œuvre. La désindustrialisation brésilienne peut toutefois aussi être néfaste pour la poursuite de la croissance. La faiblesse du taux d'investissement, inférieur à 20 % du PIB (contre plus de 45 % en Chine), liée à l'essor du secteur des matières premières et d'une industrie utilisant davantage de travailleurs non qualifiés, peut s'avérer dangereuse : elle peut en effet déboucher sur une dépendance aux importations de produits manufacturés et être à l'origine d'un déficit commercial ; par ailleurs, une baisse du cours des matières premières, historiquement instable, pourrait avoir des conséquences très négatives. Le Brésil est donc atteint aujourd'hui par la « maladie hollandaise » [3], ce qui nous pousse à modérer l'enthousiasme qu'une société moins inégalitaire pourrait faire naître chez les spécialistes de la région.

II.2. Difficultés posées par l'évolution des salaires

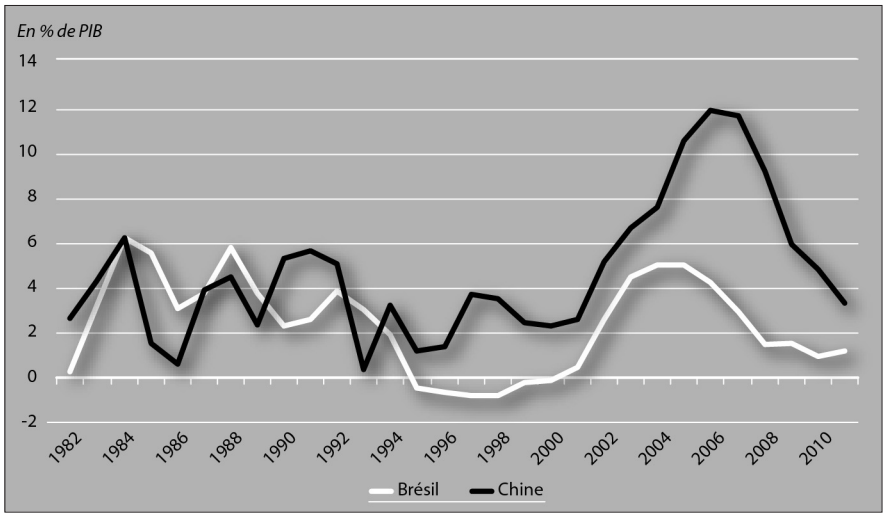
Malgré des parcours différents, les deux pays présentent des problèmes similaires liés non pas tant à une perte de compétitivité internationale causée par la hausse des salaires qu'à une augmentation des salaires insuffisante pour stimuler le marché intérieur.

Une perte de compétitivité internationale ?

La première difficulté soulevée par la hausse des salaires réels en Chine et au Brésil serait une perte progressive de compétitivité, à l'origine d'une baisse de l'excédent commercial relativement au PIB (graphique 13). La pression à la hausse exercée sur les salaires serait même responsable d'une reprise de l'inflation dans les deux pays. Observons néanmoins que la

3. La maladie hollandaise fait référence à la désindustrialisation des Pays-Bas durant la décennie 1960, causée par la découverte de gisements gaziers en mer du Nord. L'exportation massive de gaz fut à l'origine d'une forte appréciation de la monnaie, d'une hausse des salaires, et d'un déplacement de la main-d'œuvre vers ce secteur, ce qui pénalisa le développement de l'industrie nationale.

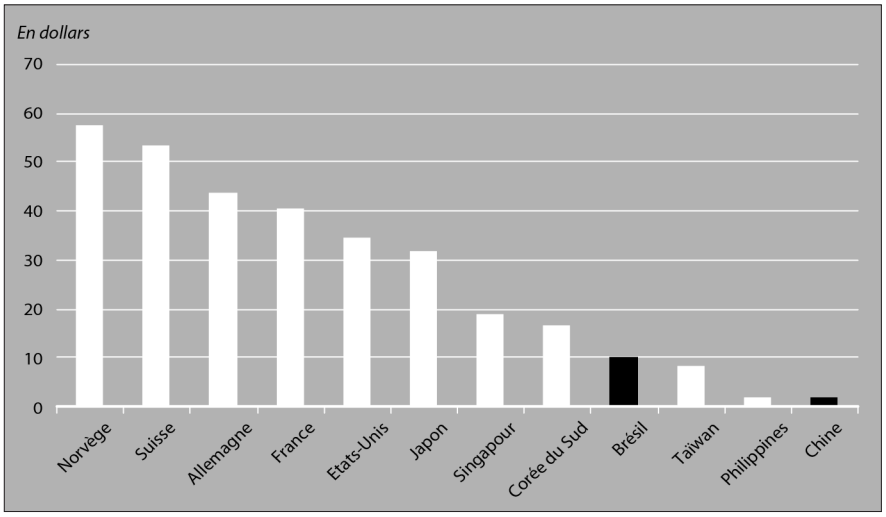
Graphique 13. Solde commercial du Brésil et de la Chine (1982-2011)



Source : Ipeadata ; China Statistical Yearbook.

hausse des prix n'atteint que 6,6 % au Brésil en 2011 et 5,4 % en Chine (tableau 1), taux qui restent assez bas pour des pays émergents connaissant une croissance aussi vive que la leur ; par ailleurs, le coût horaire du travail dans l'industrie reste très faible si on le compare à celui des grandes puissance commerciales (graphique 14). La baisse récente de l'excédent commercial chinois s'explique surtout par le ralentissement économique mondial observé depuis 2008 ; de son côté, le Brésil présente encore une balance commerciale excédentaire, malgré une monnaie de plus en plus

Graphique 14. Coût horaire du travail dans l'industrie en 2008

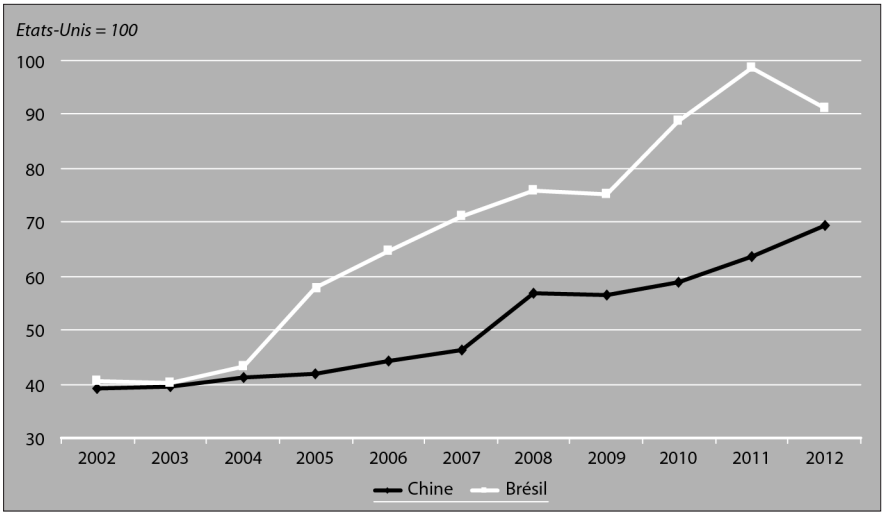


Source : US Bureau of Labor Statistics.

forte (Gaulard, 2011b), alors que les déficits n'avaient cessé de se multiplier durant la deuxième partie de la décennie 1990.

Mais, du fait de la hausse des salaires, des entreprises jusque-là installées sur le territoire chinois se délocaliseraient dans des pays voisins où la main-d'œuvre est meilleur marché, notamment au Vietnam. Entre 1980 et 1984, le coût du travail en Chine se trouvait ainsi parmi les plus faibles en Asie, en deuxième position juste après celui du Sri Lanka (Bhalla, Qiu, 2004:40) ; or aujourd'hui, le pays se situe en quatrième position derrière le Sri Lanka, le Bangladesh et le Vietnam. Néanmoins, il est important de relativiser cette évolution : en effet, la productivité du travail s'élève également, ce qui pèse sur le coût salarial unitaire du travail, et le maintient à un niveau bien inférieur à celui des Etats-Unis dont la productivité du travail est pourtant nettement plus élevée (graphique 15 ; Salama, 2012).

Graphique 15. Coût salarial unitaire au Brésil et en Chine, par rapport aux Etats-Unis (2002-2012)



Source : Natixis, IMF (Artus, 2012).

Plus grave encore, certains économistes (Cai, Wang, 2008) mettent en avant le fait que le pays se rapprocherait du point de retournement de Lewis : les excédents de main-d'œuvre en provenance du secteur agricole ne cesseraient de se réduire, exerçant une forte pression à la hausse sur les salaires chinois. Ce phénomène serait accentué par le fait qu'à partir de 2015, la population active chinoise devrait commencer à diminuer en raison du vieillissement de la population et de la politique de l'enfant unique (Cai, Wang, 2008 ; OCDE, 2007).

Cependant, on considère que 150 millions de travailleurs sont encore excédentaires dans les campagnes chinoises, et leurs migrations vers les

villes ont jusque-là été strictement contrôlées par les autorités (Chan, 2010). Effectivement, si le système du *Hukou* impose aux travailleurs migrants sans permis de résidence urbain, et donc contraints à la clandestinité, des conditions de travail plus dures que celles des locaux (Chan, 2010 ; ITUC, 2010), force est de constater qu'il permet également de limiter les flux de travailleurs vers les villes, empêchant l'arrivée trop rapide du point de retournement de Lewis. Surtout, la crise économique internationale a provoqué une baisse des exportations et un ralentissement de l'activité (le taux de croissance devrait ainsi passer de 9,2 % en 2011 à 8,2 % en 2012), ce qui, selon Yang *et alii* (2010), éloignerait ce point de retournement.

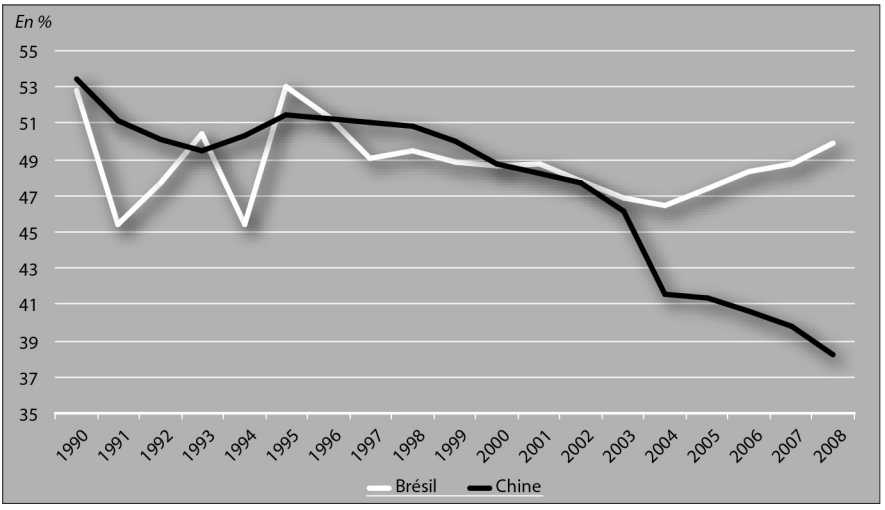
En revanche, dans le cas du Brésil, on pourrait craindre que la hausse des salaires réels ne pénalise davantage la compétitivité du pays, et ce d'autant plus que cette tendance se renforcera dans les années à venir du fait du ralentissement de la croissance de la population active lié à l'évolution démographique (OCDE, 2007:28 ; Berg, 2010). Cette hausse des salaires réels serait d'autant plus néfaste qu'elle s'accompagne d'un ralentissement de la croissance de la productivité du travail, ce qui serait dommageable pour la compétitivité du pays (graphique 15). Néanmoins, le Brésil conserve un excédent commercial du fait de ses exportations agricoles et minières, produits caractérisés par une faible élasticité de la demande aux prix. L'évolution à la hausse des salaires, beaucoup plus faible qu'en Chine, n'est d'ailleurs observée que depuis 2005, et il s'agit davantage d'un phénomène de rattrapage, ces derniers n'ayant cessé de chuter depuis le milieu de la décennie 1990. Comme pour la Chine, il convient donc de relativiser la perte de compétitivité engendrée par la hausse des salaires.

Un partage de la valeur ajoutée trop défavorable aux salaires

La véritable difficulté n'est pas tant liée à la hausse des salaires qu'au fait que celle-ci reste insuffisante. Au Brésil, il ne s'agit que d'un phénomène de rattrapage, et cette évolution ne suffit pas à élargir durablement le marché intérieur et stimuler l'investissement national, qui demeure à un très bas niveau (inférieur à 20 % du PIB ; graphique 17). Il est vrai que la consommation des ménages a augmenté de 4 % en 2011, taux supérieur à la croissance du PIB : elle joue donc un rôle majeur dans le soutien à la croissance. Néanmoins, on peut douter que cette évolution soit suffisante pour relancer l'industrie brésilienne, car la baisse des inégalités de revenus est surtout causée par une moindre hausse des salaires des plus qualifiés, qui ont jusque-là soutenu le développement de l'industrie de biens durables. Par ailleurs, l'augmentation des salaires des moins qualifiés est encore insuffisante, ce qui explique qu'encore aujourd'hui seuls 30 % des Brésiliens possèdent une voiture, 40 % une machine à laver, 23 % un ordinateur… (Données de l'IBGE, *Pesquisa de Orçamentos Familiares*, 2008-2009).

Cet accès aux biens durables, qui reste assez faible, pourrait être considéré comme une opportunité pour l'industrie brésilienne : en effet, le marché étant loin d'être saturé, les ménages auront sûrement besoin de s'équiper davantage dans les années à venir. Mais l'endettement des ménages révèle l'insuffisance de la hausse des salaires réels, et remet en question la possibilité d'une hausse durable de la consommation : en effet, l'augmentation des salaires ne suffit pas à stimuler la consommation des ménages, qui recourent de plus en plus massivement au crédit bancaire. Cette situation ne serait pas forcément un signe que les salaires sont insuffisants si elle ne s'accompagnait pas d'une hausse du taux d'endettement risquant de devenir insupportable. Si la dette totale des ménages brésiliens n'atteint que 40 % de leurs revenus (contre 130 % aux Etats-Unis actuellement), leur service de la dette [4] s'élève aujourd'hui à 25 % de leur revenu disponible, ce qui grève considérablement leur budget (Gaulard, 2011b). Le taux de défaut (retards de paiements supérieurs à 90 jours) répertorié par les banques brésiliennes concerne 4 % des prêts au début de l'année 2011, contre moins de 3 % en 2008, et pourrait atteindre un record de 8 % d'ici la fin de l'année 2012. Le Brésil est donc actuellement confronté à un emballement du crédit (Gaulard, 2011b), et cette situation révèle parfaitement le niveau insuffisant des salaires réels. La part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée (VA au coût des facteurs) reste d'ailleurs très faible (graphique 16), inférieure à 50 % contre près de 60 % en France : l'ampleur de la hausse des salaires réels brésiliens est donc à relativiser, celle-ci ne se traduisant que par une très légère déformation du partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires depuis 2005.

Graphique 16. Part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée au Brésil et en Chine (1990-2008)

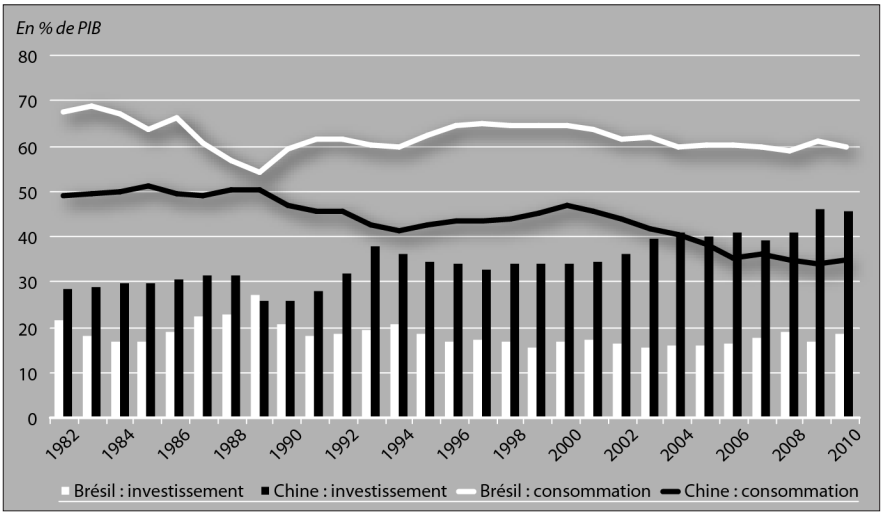


Source : China Statistical Yearbook, Ipeadata (Sistema de Contas Nacionais).

4. Le service de la dette d'un ménage est la somme qu'il doit rembourser tous les mois.

De même, en Chine, la hausse des salaires réels ne permet pas, loin de là, de remédier aux phénomènes de surproduction récurrents de l'appareil productif. On considère que de nombreux secteurs, liés notamment à la fabrication de biens durables, fonctionnent avec 50 % de capacités de production oisives (Gaulard, 2009), et, en amont de la production, les secteurs de l'acier et du charbon présentent régulièrement des productions annuelles excédentaires de plusieurs dizaines de millions de tonnes. Plutôt que de mettre l'accent sur une hausse des salaires qui pourrait pénaliser la compétitivité de l'industrie chinoise, il est beaucoup plus pertinent d'insister, comme dans le cas du Brésil, sur l'insuffisance de cette hausse. La consommation intérieure n'atteint que 36 % du PIB, contre 60 % au Brésil (graphique 17) et un taux proche de 70 % dans les pays développés, et le partage de la valeur ajoutée est largement défavorable aux salaires, ces derniers ne représentant que 38 % de la valeur ajoutée nationale (graphique 16). Cette situation est en partie responsable de l'incapacité de l'industrie nationale à écouler l'ensemble de sa production, phénomène qui représente le danger majeur de l'économie chinoise.

Graphique 17. Consommation des ménages et formation brute de capital de fixe (investissement) au Brésil et en Chine (1982-2010)



Source : Ipeadata ; China Statistical Yearbook.

Conclusion

Si la Chine et le Brésil ont pu maintenir une hausse des salaires réels moyens et préserver en partie leur marché du travail après la crise de 2008, poursuivant de cette manière le cheminement observé en Chine depuis 30 ans et au Brésil depuis 2005, cette évolution s'explique en partie par la

force des mouvements sociaux ayant poussé les gouvernements à relever de façon substantielle le salaire minimum malgré le léger ralentissement économique. Surtout, cette trajectoire économique n'aurait pu voir le jour sans l'orientation particulière donnée à l'appareil productif chinois et brésilien, la croissance brésilienne dépendant en grande partie de l'excédent commercial permis par la hausse du cours des matières premières, alors que la Chine se démarque progressivement par un poids croissant dans les exportations mondiales de produits manufacturés. La croissance économique de ces deux pays repose donc sur des fondements radicalement différents, ce qui nous permet de mieux comprendre le fait que la hausse des salaires se soit accompagnée d'une forte croissance des inégalités en Chine alors que les inégalités salariales entre travailleurs qualifiés et non qualifiés ne cessent de se réduire au Brésil.

Aucune de ces deux trajectoires économiques ne nous paraît pourtant viable, les salaires nationaux demeurant aujourd'hui à un niveau insuffisant pour permettre la résorption des excédents de production en Chine ou éviter les phénomènes de surendettement accompagnant la formation d'un marché intérieur soutenu par le crédit au Brésil. Contrairement à ce qui est souvent évoqué, ce n'est donc pas tant du côté d'une perte de compétitivité engendrée par la hausse des salaires réels que du côté d'un partage de la valeur ajoutée restant encore, malgré cette hausse des salaires, trop défavorable aux travailleurs, qu'il faudrait envisager les difficultés de l'évolution chinoise et brésilienne.

Références bibliographiques

Arnal E., Förster M. (2010), « Growth, Employment and Inequality in Brazil, China, India and South Africa : An Overview », in *Tackling Inequalities in Brazil, China, India and South Africa. The Role of Labour Market and Social Policies*, Paris, OECD Publishing, p. 13-55.

Artus P. (2012), « What Are the Characteristics of the Countries that Are Still Doing Well? », *Flash Economics*, n° 577, Paris, Natixis, September 10.

Astarian B. (2009), *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)*, La Bussière, Editions Acratie.

Béja J.-P. (2011), « La nouvelle classe ouvrière renouvelle le répertoire des luttes sociales », *Perspectives chinoises*, n° 2, p. 3-7.

Berg J. (2010), « Laws or Luck? Understanding Rising Formality in Brazil in the 2000s », *Working Paper* n° 5, Brasilia, ILO, February.

Bhalla A., Qiu S. (2004), *The Employment Impact of China's WTO Accession*, London, Routledge.

BIT (2010), *Rapport mondial sur les salaires 2010/2011. Politiques salariales en temps de crise*, Genève, décembre.

Cai F., Wang M. (2008), « A Counterfactual Analysis on Unlimited Surplus Labour in Rural China », *China and World Economy*, vol. 16, n° 1, January-February, p. 51-65.

Cai F., Wang M. (2012), « Labour Market Changes, Labour Disputes and Social Cohesion in China », *Working Paper*, n° 307, Paris, OECD Development Centre, January.

Chan K. W. (2010), « A China Paradox : Migrant Labor Shortage amidst Rural Labor Supply Abundance », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 51, n° 4, p. 513-530.

DIEESE (2012), « Balanço das greves em 2009 e 2010 », *Estudos e Pesquisas*, São Paulo, n° 60, abril.

Froissart C. (2012), « Chine : Quelles avancées pour les négociations collectives et la réforme des syndicats ? », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 134, janvier, p. 16-28.

Gagnon J., Xenogiani T., Xing C. (2009), « Are All Migrants Really Worse Off in Urban Labour Markets? New Empirical Evidence from China », *Working Paper*, n° 278, Paris, OECD Development Center, June.

Gasparini L., Lustig N. (2011), « The Rise and Fall of Income Inequality in Latin America », *Working Paper*, n° 213, Society for the Study of Economic Inequality, August.

Gaulard M. (2009), « Les limites de la croissance chinoise », *Revue Tiers-Monde*, n° 200, décembre, p. 875-893.

Gaulard M. (2011a), « La lutte contre les inégalités au Brésil : une analyse critique de l'action du gouvernement de Lula », *Mondes en Développement*, n° 156, décembre, p. 111-128.

Gaulard M. (2011b), « Les dangers du *carry-trade* : le cas du Brésil depuis la crise des *subprimes* », *Economie appliquée*, n° 4, décembre, p. 87-117.

ITUC (2010), *Internationally Recognised Core Labour Standards in the People's Republic of China*, mai, http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Chinal_Final-2.pdf.

Lécina O., Trinh J. (2011), « Vers l'épuisement de l'"armée de réserve" ? Le rattrapage des salaires urbains par les salaires ruraux pourrait s'être récemment amorcé en Chine », *Bulletin économique Chine*, Pékin, Publication des services économiques, n° 39, septembre, p. 2-5.

Mesquita Moreira M. (2007), « Fear of China: Is There a Future for Manufacturing in Latin America? », *World Development,* vol. 35, n° 3, March, p. 355-376.

OCDE (2007), « Les marchés du travail au Brésil, en Chine, en Inde et en Russie », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris, p. 17-58.

OIT (2010), *Brasil, Uma estratégia inovadora alavancada pela renda*, Genebra.

OECD (2009), *Rural Policy Reviews: China*, Paris.

OECD (2011), « Special Focus: Inequality in Emerging Economies », in *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*, Paris, p. 47-82.

Salama P. (2012), « Chine-Brésil : industrialisation et "désindustrialisation précoce" », *Economie appliquée*, n° 1, mars, p. 33-67.

Tao Yang D., Chen V., Monarch R. (2010), « Rising Wages: Has China Lost Its Global Labor Advantage? », *IZA Discussion Paper* n° 5008, Bonn, Institute for the Study of Labor, June.